

# Donnons une chance à La Réunion qui produit



**Bernard Siegmund**  
*Président de l'ARTAS*

Alors que se profilent les grands arbitrages qui vont dessiner La Réunion de demain ( le futur SAR, décision sur le transfert des eaux d'Est en Ouest, l'affectation des fonds européens dans les programmations de l'après 2007... ), il importe de se rappeler que La Réunion doit rester une terre de production.

Imaginer que demain notre île puisse conserver ses équilibres économiques et sociaux en comptant uniquement sur le commerce et les services associés serait une erreur lourde de conséquences.

À l'heure où le mythe de l'économie immatérielle s'effondre et où chacun reconnaît la nécessité de réindustrialiser la France, La Réunion ne doit pas se tromper de route.

Nous avons besoin d'une industrie dynamique, d'une agriculture florissante, d'activités d'exportation.

Bref, nous avons besoin de produire une vraie valeur ajoutée qui ne découle pas simplement du retraitement des transferts publics.

Que La Réunion vive partiellement d'aides nationales et européennes, la Nation et l'Europe sont prêtes à l'accepter puisque nos handicaps structurels nous mettent hors compétition dans de nombreux domaines.

Mais que cette solidarité nationale et européenne nous dispense des efforts indispensables et nous amène vers une dépendance économique totale, voilà qui ne serait pas compris, ni à Paris, ni à Bruxelles.

La Réunion doit produire de la valeur ajoutée échangeable.

C'est à la fois une question de dignité et d'équilibre interne.

De ce point de vue, si on veut inverser la tendance observée ces dernières années, une vigilance sans faille est nécessaire.

Plusieurs entreprises industrielles ont disparu et nos grandes filières agricoles sont menacées par la dérive foncière, la concurrence extérieure et la désorganisation des interprofessions.

Au moment où le monde politique local se renouvelle et où de grands choix s'annoncent, les agriculteurs et tout particulièrement les planteurs de cannes, doivent se mobiliser pour faire valoir les priorités du long terme.

Nous devons clairement exprimer le refus d'une économie exclusivement sociale qui priverait La Réunion de toute perspective d'avenir.

Nous devons rappeler que notre île doit préserver et développer ses capacités de production et, qu'à ce titre, une part raisonnable des ressources en terre et en eau doit rester affectée aux activités productives.